L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT. — NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 4 AVRIL 1845.

PUBLIÉ PAR
MAGNE & WEISSE.

CONDITIONS DE L'ABEILLE:
ABONNEMENT:

Journal quotidien, une année d'avance $12
Journal de la campagne, deux fois par semaine, une année d'avance, 5

La reconduction d'abonnement est pour une année. Toute souscription, sont au journal seulement, sont aux abonnés, un mois d'avance. Changement de la part de l'abonné, à moins qu'il n'en ait donné avis par écrit, une semaine avant l'expiration de l'année.

ANNONCES. — Une ligne, petit carré de chaque langue, pour la première insertion, et cinquante cents pour chaque insertion subséquente. Tout changement considérable en l'annonce originale, sera pris pour comme une nouvelle annonce. Le carré est de DIX lignes ou moins.

ARRONDISSEMENS pour l'année aux prix suivans. — Les articles et personnes tenant magasin, vendant, 500; les Banques, Compagnies d'assurances et autres institutions publiques, 300; les agens de navires, les imprimeurs, libraires à reçus, et les maisons de commerce faisant la commission, 200. Ces prix ne sont à la portée à l'année et d'avance.

Le privilège des souscripteurs aux avis est limité à un carré chaque fois, et deux fois par semaine.

LES ANNONCES pour une insertion ou la ligne ordinaire des affiches d'un abonné à l'année, telles que ventes à l'encan par autorité de justice, ventes de propriétés et hôtelleries, maisons à louer, ventes, à louer, à affermer, ventes de marchandises, ventes, à louer, à affermer, ventes de marchandises, annonces après ou égarés, etc., ne seront portées moyennes, annonces ordinaires aux prix ci-dessus spécifiés.

LES ANNONCES qui ne doivent paraître que par intervalles, ne seront pas reçues moins de cinq fois.

LES ANNONCES de souscripteurs à des emplois publics et toutes annonces d'une nature politique, (lorsqu'elle pourront être admises), paieront le double du prix ordinaire et d'avance.

A. DITTRICH,
Négociant Commissionnaire,
26, rue Poydras.

WILLIAM DAVIDSON & CO!
LES SOUSSIGNÉS
ET NEGOCIANTS-COMMISSIONNAIRES
Rue du Canal, No. 81.
N. Orléans.
2 nov.

A GENCE de Saint-relais de Boston—Sucre en jonc, en boucaut et en poudre double raffiné, ayant droit à drawback, constamment en main et à vendre par
9 nov. NORCROSS & FISCHER, 43 Gravier.

A VIS.—Les soussignés ont changé le nom de leur raison de commerce en celui de W. F. Vredenburgh & Co., à dater de ce jour. Les intérêts demeurent les mêmes.
1 juin. W. F. VREDENBURGH & Co., 30, Vieille Levée.

☞F. VREDENBURGH & Co., No. 30, Vieille Levée font des avances libérales sur consignations de sucre, etc., pour être en entrepôt à New-York, Field & Co., 2, New-York, et à Boston, Hunnewell & Co. 1-jan—1an

AVANCES faites sur consignations adressées à nos amis à St. Louis. MERLE, BEVILLE & Co.,
4 fév 70 Tchoupitoulas.

AVIS.—Messieurs J. C. STOUSE et SEBASTIEN OBER, seront comme associés dans notre maison, à partir de ce jour.
1er mars. CHARLES OBER & Co.

ASSURANCES CONTRE L'INCENDIE.
COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE DE L'OCEAN — bureau rue du Camp, No. 45.
Directeurs:
W. A. Gauquet, Président.
W. Montgomery, J. B. LeBeau,
Gustave Delahoussaye, Edw. Chaffe,
A. Gordon, R. W. Montgomery,
J. C. Barnard, W. C. Squier.
CHS BRIGGS, Secrétaire.
On assure toute espèce de propriété contre les risques de feu, au taux jugées raisonnable, et en cas de pertes, les règlemens sont faits avec promptitude et libéralité.
17 mars

ASSURANCES MUTUELLES.
Compagnie d'Assurance de l'Ouest, pour la Marine
(Sous un arrangement de leur charte.)
CETTE compagnie assure contre les risques de la Mer, dans RIVIERES, et les EAUX INTERIEURES, en général. D'après ce mode d'assurance, les personnes qui n'engagent autres cette compagnie ont droit à une part intéressée, pouvant entourer annuellement, proportionnée à leurs primes de charte.
L. MATTHEWS,
14 oct. Président.

Perte de Certificat.
ATTENDU qu'un certificat de rente triple actions de la Compagnie de la Presse à bord à vapeur de la Louisiane, en date du 1er octobre 1841, au nom de Madame Olivier, a été égaré ou perdu—l'invite toute personne qui cette pourrait intervenir, à faire valoir dans trois semaines après cette date, sinon ledit certificat sera annulé et un nouveau certificat ne serait pas émis conformément aux règlemens de la Compagnie.
Nouvelle-Orléans, 18 mars 1845.
D. F. GUEX,
18 mars—4t Secrétaire

NOUVAUTÉS DE PARIS!!
Encaisseur Royale et Comti.
MME VINCENT a l'honneur d'informer les dames qu'elle vient de recevoir par les derniers arrivages de Paris et à bord:
100 chapeaux de paille Toscane, tout ce qu'il y a de plus fin et nouvelles formes
6 000 de qualités ordinaires
80 de guipure et autres, grande nouveauté,
12 de satin et velours,
12 capotes demi-lisse, article très fashionable.
18 douzaines capotes de lutterie pour dames et enfans.
24 douzaines rubans à gros de Naples, moirés, velours et chines.
1 caisse nouveautés imprimés, bonnets, dentelles.
12 douzaines colerettes grande forme, manche riche.
6 do perspicaces.
6 do echarpes cashmire zéphir
2 do châle barège et crêpe de Chine.
10 do corsets nouvelle forme, dans toutes les grandeurs.
AUSSI: Mouchoirs de batiste unis et brodés, cols et pèlerines brodés, dentelles valenciennes, blondes, soies, bandes de soie, gants de toutes espèces, fichus tarare, bourses, peignes, boucs d'acier, ance, poupées, crystalis jarretières et un grand assortiment de parfumerie de Modistes.
Madame Vincent voulant quitter les affaires et partir pour France dans le courant du mois prochain, invite toutes ses marchandises à des prix réduits.
MME VINCENT,
31 mars—1m Encaisseur Royale et Comti.

Marchandises de Printemps.
Un splendide assortiment de jaconats français, batiste, Linons, Organdie, Mousseline, Dentelle, Bas tiste unie et rayée, Barèges et Balsorines, venant d'être débarillés et fraîchement importés, à vendre à bas prix par
C. SIMPSON, No 32, rue de Chartres enseignure de la rose de la Douane, vient de recevoir d'Europe et de New-York, un vaste et splendide assortiment d'objets frais et fraîchement, de printemps—par lesquelles il invite Mesdames les acheteurs. Parmi ces articles, se trouvent des marchandises du goût plus nouveau, et qu'il vendra à des prix les plus bas possibles, savoir:
Une caisse linon français, d'une yarde, de largeur
(à 28 cents.
Une do pouces do 31
Une do do do 37
Une do do do riche, 44
Une do linon-organdi, splendide, 50
Une caisse organdi bredé, à 56 la robe; mousseline française, riche, garantie bonne couleur, d'une yarde de large, de 22 à 25 et 31 à 63.
Deux caisses dem entre riche, de 62 à 75 cents, quoiqu'une l'an vend à $1 le mètre. A Paris; à caisse forte toile d'Irlande pour famille; 2 caisses mouchoirs batiste Bl, de 6 cents à $1 chacun; 3 caisses étoffes à moustiquaires, en blanc et Bl; 5 caisses bas et chaussettes, coton, couleurs assorties, 2 caisses bas et chaussettes, soie.
Aussi—Pour en terminer—Un grand assortiment de calicots de 4 à 12 1/2 cents; draps, satins, gilets et d'autres beaux styles—ainsi qu'un grand assortiment de marchandises pour familles et habitations.*
1 mars

AU-MAGASIN FASHIONABLE,
Rue de Chartres, entre St. Louis et Conti, No. 183.
LES soussignés ont l'honneur d'annoncer à leurs habitués et au public en général, qu'ils viennent de recevoir par les navires Caledonia et France Dupen, de Havre, un assortiment de marchandises, qu'ils viennent de vendre avant d'importation par navires Windsor Castle et Bentham, Cassidy, Master, à la complément de leurs marchandises de printemps et été.
GILETS, confectionnés à Paris dans les meilleurs ateliers, coupe d'étoffes très nouveaux, savoir: double nankil, double revers, simple nankil, coupe Talma, simple drap, simple revers, double drap, coupe Talma, gilet de chasse, gilet de velours, uni, à rayes satinées et de diverses autres façons.
CRAVATES, en batiste, pour hommes, jeunes gens et enfans, assortiment varié, nouveautés, rayées et autres façons plus à la mode, écharpes et cravates de Soie.
GANTS, en fil de France, fil d'Ecosse, fil anglais, Nankin, gris, et diverses couleurs, &c. en soie également de toutes couleurs.
CALEÇONS, à cordet, en toile de Flandre et de rillaie, coupe toute nouvelle, dite en tricot coton, article superieur.
Par les premiers arrivages ils recevront un nouvel assortiment de chapeaux variables. Etc. etc.
18 mars CORDEVIOLLE & LACROIX

AU MAGASIN FASHONABLE.
Rue de Chartres, entre St. Louis et Conti, 123.
CORDEVIOLLE & LACROIX, ont l'honneur d'annoncer à leurs habitués et au public en général, qu'ils viennent de recevoir par les navires Windsor Castle et Bentham, Cassidy, du Havre, un bel assortiment de marchandises, consistant en un complet assortiment de cravates, gants, gilets, &c. &c. &c.
POUR HABITS ET REDINGOTTES.
Mérinos, laine cachemire, de extra fin, de de diverses nuances; drap d'été, nouvel article; cachemirette qualité supérieure.
POUR PANTALONS.
Marinos noir, uni, de gros grains, de façonné, de à raies; casimir d'été, laine douce à carreaux et à raies de diverses nuances, et doubles étoffes d'été.
POUR GILETS.
Satin piqué blanc, de couleur, article supérieur, à carreaux, à raies et à fleurs, étoffes d'été.
Castil par fil, blanc, uni, à raies, à carreaux, de couleurs, de grenadine, batiste nouveaux dessins et une infinité d'autres articles du meilleur goût, et des mieux choisis.
N. B.—Ils attendent par les premiers arrivages la balance de leur assortiment; retenu de printemps et été, qui ne laissera rien à désirer, tant par leur grande nouveauté que par la modicité de leur qualité. Ainsi qu'un bel assortiment de chapeaux, variables. 6 mars

Mauhmann,
DOCTEUR EN MEDECINE,
CHIRURGIEN ET accoucheur,
Rue St. Charles, No. 190.
18 mars—3m

Bill des Honoraires.
Adopté à la dernière Législature,
Imprimé dans les deux langues et mis en vente, à l'usage des greffiers de
A vendre à l'imprimerie de Villeville.
28 mars

EN DEBARQUEMENT du navire Concord, de bord à bord.—Vins rouges en barriques.
En magasin.—Vin blanc (Sauterne, Barsac); Fruits à la Pomme-de-vie: Huile d'Olive, de Bordeaux en fûts—Marseille; Olives et Câpres; Bouchons de toutes qualités, Sardines françaises; Eau de Seltz d'eau gazeuse, diverses médicines, vins à conserver les bouteilles; Bouteilles vides; Etiquettes imprimées, pour vin rouge, &c. &c. à vendre par
B. TALAMON,
10 mars— Rue St. Louis, 78 et 80

A VENDRE par le soussigné en débarquement des navires Concord et Amerika
200 barriques vin rouge, de différentes qualités.
1-2 barils et demi barriques vin blanc Haut Sauterne.
10 mars G M LUCAS, 30, Bienville

Nouvelle-Orléans :
VENDREDI MATIN, 4 AVRIL 1845.

☞Nous reprendrons demain la publication des nouvelles-feuilletons interrompues par les travaux de la législature. Nous commencerons par une petite nouvelle de M. Edward Ozenne, intitulée *Limoëlan*, qui est un épisode de la dernière guerre de la Vendée sous le Consulat.

Les abolitionistes s'indignent quenous prenions des mesures pour nous mettre à l'abri de leurs tentatives et des intrigues de leurs émissaires. Leurs invectives soi-disant humanitaires seraient de mise, si la protection constitutionnelle nous était assurée dans les limites des Etats qu'ils habitent. Malheureusement cette protection nous manque souvent, et c'est là une des raisons qui nous obligent à nous protéger nous-mêmes. En effet nous n'avons guère à compter, dans la justice, aussitôt que nous avons affaire aux tribunaux du nord, à propos de nos esclaves. Un récent exemple est encore venu le prouver.

Deux nègres appartenant à un habitant du Kentucky, Peter Driskell, se sauvent à Sandusky dans l'Ohio; les mandataires du propriétaire demandent que les esclaves soient amenés légalement devant une cour de comté pour être examinés, conformément aux lois des Etats-Unis. Cette demande parfaitement légale est repoussée. Les mandataires prennent alors sous leur responsabilité de les arrêter afin de les traîner en tribunal; mais à peine ont-ils réussi, qu'ils sont eux-mêmes arrêtés sous prévention d'assaut et batterie, tandis qu'un writ d'habeas-corpus est obtenu en faveur des nègres par les soins d'un abolitioniste.

La justice néanmoins se trouve forcément saisie de la première affaire. Les lois des Etats-Unis sont formelles; le juge doit délivrer un warrant d'extradition lorsqu'il est bien prouvé que les nègres sont réclamés par celui qui les possède bien et dûment; et le témoignage oral suffit pour établir la validité de la possession. Dans le cas actuel, cette possession est prouvée légalement; le propriétaire ou du moins ses mandataires le mettent parfaitement en règle. Vous croyez peut-être que le juge va prononcer en sa faveur. Pas bien, non! Le juge, en dépit des prescriptions formelles de la loi, déclare que le témoignage oral ne lui paraît pas suffisant, qu'il lui faut un acte de vente ou justifier de la possession, et que cet acte de vente n'étant pas fut-il produit, il faudrait encore, pour qu'il fut fait droit à la réclamation de propriété, que l'on prouvât en cour une copie, dûment légalisée et portant le sceau de l'Etat, "de la loi du Kentucky qui reconnaît l'esclavage." Enfin le juge, après cette série de paradoxes, a conclu à la mise en liberté des deux nègres, "attendu, a-t-il dit, qu'il n'avait point la connexion que les nègres fussent les esclaves de Driskell."

Et pour couronner cet acte d'iniquité, le juge, dans une conversation particulière, a avoué qu'il savait fort bien qu'il n'en pas *devait*, que les nègres étaient la propriété du réclamant!

Il n'y a rien à ajouter à des faits de ce genre. Ils parlent assez haut par eux-mêmes. Ils montrent quel unité nous devons faire sur la plupart des cours de justice siégeant dans les limites des Etats sans esclaves. Ils sont la meilleure justification de la politique des Etats du Sud.

DESTITUTIONS ET NOMINATIONS.—Si l'on en croit la plupart des correspondances de Washington, M. Polk procède à petit bruit aux remaniements qu'il croit nécessaires dans l'administration. Aucun changement officiel ne proclame hautement, comme c'était jadis l'habitude, les noms de ceux qui sont renvoyés. Toute la besogne paraît avoir une sorte de secret; mais elle se fait néanmoins, à ce qu'il paraît, assez proprement.

Le *Patriot* de Baltimore annonce que M. Wm. Medill remplace comme second assistant du directeur général des postes, le Dr. Miller, beau-frère de M. Taylor, qu'on ne renvoie point tout-à-fait, car on lui fait la succession de M. Skinner, *dec.* assistant auditeur de la trésorerie. M. Clark, *dec.* auditeur de l'administration des *postes*, a reçu la notification de son prochain *remplacement*. Le brut court aussi que M. Penrose, solliciteur de la trésorerie, M. Black commissaire du bureau des terres, M. Crawford, commissaire pour les affaires indiennes, et M. Ewerin, commissaire du bureau des terres, recevront bientôt l'invitation de quitter leurs postes. Le post-scriptum de la correspondance du même journal donne comme certaines les nominations suivantes:

Marcus Morton, collecteur du port de Boston, en remplacement de Lemuel Williams; Isaac H. Wright, officier naval, en remplacement de J. Vincent Browne; et Robert Rantoul, avocat du district de Essex-Unis, en remplacement de Franklin Dexter; tous ces messieurs sont des Bostoniens, et tous des vrai barbares.

Le bruit court, ajoute la même correspondance, que M. Vanbrugh Livingston, de New-York, sera nommé à la cour de comté de New-York, et que M. Cargill de New-York, consul à Trieste, et M. Barclay de Philadelphie, consul aux Barbades.

Le *correspondant du Courier* de Charleston dit que le président est résolu à ne point rappeler Henry A. Wise de Rio; mais à lui laisser le temps de demander de lui-même son rappel. M. Polk suppose à M. Wise assez de fierté pour ne pas faire attendre longtemps cette demande.

Après tous les récits, ajoute l'écrivain, il y a déjà dans le cabinet de grandes dissidences relativement aux destitutions. Le système de proscription est, dit-on, soutenu par MM. Bancroft, Marcy et Cave Johnson; il a pour adversaires MM. Buchanan, Walker et Mason. On a profité hier d'un banquet de M. Buchanan et Mason pour décider de quelques renvois.

CONCERT DE M. FUSET.—Cette solennité musicale ne peut manquer d'attirer ce soir la foule à l'église du Rév. M. Clapp, rue St. Charles. Tout se réunit en effet pour y donner un intérêt et un charme particulier. L'excellent orchestre du Théâtre d'Orléans figure; c'est une garantie de la bonne exécution instrumentale. Les chœurs sont bien exercés et fort nombreux; en effet aux membres de la "Société de Musique Sacrée" sont venus s'adjoindre nombre de dames et de messieurs qui ont mis le plus vif empressement à donner ainsi à M. Fuset un témoignage de leur sympathie. "L'Athénée Musical" a fourni sa bonne part de chanteurs et surtout de chanteuses. Enfin les solos sont confiés au talent de personnes dont il ne nous est point permis de révéler les noms, mais qui ont acquis dans nos salons et parmi les amateurs une belle réputation. Parmi ces solistes se trouve, disent les indiscrets, une dame dont le chant, sous le rapport du style, de la méthode et de la verve, ne le cède point à celui des artistes les plus consommés. Avec de pareilles ressources, il est certain que le *Stabat Mater* produira tout son effet, et que les morceaux de la composition du maëstro, qui seront entendus pour la première fois, pourront être complètement appréciés.

THEATRE ITALIEN.—Ce soir, la première représentation de l'*Elisir d'Amour*, avec Mlle. Borghèse, MM. Perozzi, Tomesi et Candi.

CHRONIQUE LOCALE.

Cour Criminelle—Hier le grand jury a trouvé lieu à suivre contre Daniel Jackson dit Rodgers—et Peter Duffi, pour vol avec effraction, John Charley pour blessures faites, et John Dooley, pour vol—Le jury n'a pas trouvé lieu à suivre contre Christopher Nelson, pour vol.

J. A. Patter, accusé de vol, a été mis en jugement et trouvé coupable.

La poursuite a été abandonnée contre W. H. Colbert pour assaut et batterie.

La Wesberry, qui avait été envoyé en prison pour attendre les ordres du gouverneur du Mississipi, sous une accusation d'avoir passé de la monnaie contrefaite à Natchez, comparaissait hier devant la Cour sur un writ de habeas corpus, basé sur ce que vingt jours se sont passés depuis son arrestation sans qu'il fût réclamé—pendant que huit jours suissent suffi, et même ce que l'ordre d'emprisonnement était illégal—mis en liberté.

Cour du Recorder Génois—Laura Somers et Eliza Ledoux, comparaissaient hier sur un affidavit de Jules par ces *demoiselles* pendant une visite d'intimité, et ont été envoyées en Cour Criminelle.

Thomas Cooper est envoyé à la maison de travail pour six mois pour avoir, étant ivre, brisé l'ameublement du bureau de police et insulté les officiers.

Cour du Recorder Baldwin—Mary Shadwick comparaissait hier sous une accusation d'avoir volé un emplacement William Caffins. L'accusé tient un café près du marché St. Marie. Caffin y ayant pris un verre de porter, qui lui fut servi par l'accusé, fut pris immédiatement après de violentes coliques. L'affaire sera examinée aussi.

William Jefferson et Daniel Dougherty, ont envoyés pour six mois à la maison de travail pour vagabondage.

La police de la seconde municipalité a arrêté une femme de couleur libre nommée Odelia, demeurant rue Poydras, ainsi que trois nègres-esclaves, accusés d'avoir volé ou recélé des marchandises de différents magasins dans les rues de Chartres et Canal. Une grande partie de ces marchandises, trouvées en la possession de ces femmes, on été identifiées. Les personnes auxquelles il a été fait des vols de cette nature feront bien d'aller examiner les marchandises qui sont exposées au bureau du chef des constables.

MORTE.—Sur la côte de la baie, opposée à la ville, un Irlandais, nommé Michael ——, tiroit d'un bateau un skiff tout chargé, le prit par le canon avec si peu de précaution que la détente partit et que toute la charge vint lui frapper la jambe au-dessous du genou. L'amputation a eu lieu, mais on craint que le blessé n'en revienne pas.

CONVENTION.

M. Beatty propose d'amender les réglemens de manière à faire décider sans discussion les motions de dépôt gratuite sur le bureau — adopté; et de mettre à ce que sur la question préalable, l'on procède immédiatement à voter sur les amendemens et sur la question principale. Adopté.

La discussion est sur la motion de donner deux sénateurs à Jefferson.

M. Brent est prêt à donner un nouveau sénateur à la vieille Louisiane, et il consentira à le prendre dans le nord-ouest de l'Etat.

Mais il se plaint de ce qu'on a accusé lui et ses amis de conspiration contre la vieille Louisiane et d'oppression et de tyrannie envers la ville. Cette accusation ne supporte pas l'examen. C'est d'ailleurs, particulièrement en ce qui touche la ville, une diffusion. On sait que la Nouvelle-Orléans n'a point été assujettie à une restriction quelconque dans sa représentation de la Chambre. On lui a donné, en fait, tout ce qu'elle a demandé.

Maintenant trouve-t-on que le nombre de quatre sénateurs ne soit pas suffisant ? — Toujours est-il qu'on n'a pas demandé davantage. Où donc est l'injustice ? Serait-ce dans la division par municipalités? Mais la division a été votée sur la demande des délégués de la ville. Il cherche ensuite à prouver que les sénateurs élus par municipalités n'en représenteront que plus fidèlement toute la ville. D'ailleurs on n'a pas à s'occuper de l'Etat qui soit ainsi divisé. Le comte des Attakapas et d'autres encore ne sont-ils pas divisés dans leur représentation sénatoriale ?

Il a voté pour ôter à la Nlle-Orléans le siége du gouvernement, parce qu'il le croit encore, aujourd'hui comme alors, plus également distancé de tous les points de l'Etat. Cette décision est repoussée. Les mandataires prennent alors sous leur responsabilité de les arrêter afin de les traîner en tribunal; mais à peine ont-ils réussi, qu'ils sont eux-mêmes arrêtés sous prévention d'assaut et batterie, tandis qu'un writ d'habeas-corpus est obtenu en faveur des nègres par les soins d'un abolitioniste.

La justice néanmoins se trouve forcément saisie de la première affaire. Les lois des Etats-Unis sont formelles; le juge doit délivrer un warrant d'extradition lorsqu'il est bien prouvé que les nègres sont réclamés par celui qui les possède bien et dûment; et le témoignage oral suffit pour établir la validité de la possession. Dans le cas actuel, cette possession est prouvée légalement; le propriétaire ou du moins ses mandataires le mettent parfaitement en règle. Vous croyez peut-être que le juge va prononcer en sa faveur. Pas bien, non! Le juge, en dépit des prescriptions formelles de la loi, déclare que le témoignage oral ne lui paraît pas suffisant, qu'il lui faut un acte de vente ou justifier de la possession, et que cet acte de vente n'étant pas fut-il produit, il faudrait encore, pour qu'il fut fait droit à la réclamation de propriété, que l'on prouvât en cour une copie, dûment légalisée et portant le sceau de l'Etat, "de la loi du Kentucky qui reconnaît l'esclavage." Enfin le juge, après cette série de paradoxes, a conclu à la mise en liberté des deux nègres, "attendu, a-t-il dit, qu'il n'avait point la connexion que les nègres fussent les esclaves de Driskell."

Et pour couronner cet acte d'iniquité, le juge, dans une conversation particulière, a avoué qu'il savait fort bien qu'il n'en pas *devait*, que les nègres étaient la propriété du réclamant!

Il n'y a rien à ajouter à des faits de ce genre. Ils parlent assez haut par eux-mêmes. Ils montrent quel unité nous devons faire sur la plupart des cours de justice siégeant dans les limites des Etats sans esclaves. Ils sont la meilleure justification de la politique des Etats du Sud.

DESTITUTIONS ET NOMINATIONS.—Si l'on en croit la plupart des correspondances de Washington, M. Polk procède à petit bruit aux remaniements qu'il croit nécessaires dans l'administration. Aucun changement officiel ne proclame hautement, comme c'était jadis l'habitude, les noms de ceux qui sont renvoyés. Toute la besogne paraît avoir une sorte de secret; mais elle se fait néanmoins, à ce qu'il paraît, assez proprement.

Le *Patriot* de Baltimore annonce que M. Wm. Medill remplace comme second assistant du directeur général des postes, le Dr. Miller, beau-frère de M. Taylor, qu'on ne renvoie point tout-à-fait, car on lui fait la succession de M. Skinner, *dec.* assistant auditeur de la trésorerie. M. Clark, *dec.* auditeur de l'administration des *postes*, a reçu la notification de son prochain *remplacement*. Le brut court aussi que M. Penrose, solliciteur de la trésorerie, M. Black commissaire du bureau des terres, M. Crawford, commissaire pour les affaires indiennes, et M. Ewerin, commissaire du bureau des terres, recevront bientôt l'invitation de quitter leurs postes. Le post-scriptum de la correspondance du même journal donne comme certaines les nominations suivantes:

Marcus Morton, collecteur du port de Boston, en remplacement de Lemuel Williams; Isaac H. Wright, officier naval, en remplacement de J. Vincent Browne; et Robert Rantoul, avocat du district de Essex-Unis, en remplacement de Franklin Dexter; tous ces messieurs sont des Bostoniens, et tous des vrai barbares.

Le brut court, ajoute la même correspondance, que M. Vanbrugh Livingston, de New-York, sera nommé à la cour de comté de New-York, et que M. Cargill de New-York, consul à Trieste, et M. Barclay de Philadelphie, consul aux Barbades.

Le *correspondant du Courier* de Charleston dit que le président est résolu à ne point rappeler Henry A. Wise de Rio; mais à lui laisser le temps de demander de lui-même son rappel. M. Polk suppose à M. Wise assez de fierté pour ne pas faire attendre longtemps cette demande.

Après tous les récits, ajoute l'écrivain, il y a déjà dans le cabinet de grandes dissidences relativement aux destitutions. Le système de proscription est, dit-on, soutenu par MM. Bancroft, Marcy et Cave Johnson; il a pour adversaires MM. Buchanan, Walker et Mason. On a profité hier d'un banquet de M. Buchanan et Mason pour décider de quelques renvois.

CONCERT DE M. FUSET.—Cette solennité musicale ne peut manquer d'attirer ce soir la foule à l'église du Rév. M. Clapp, rue St. Charles. Tout se réunit en effet pour y donner un intérêt et un charme particulier. L'excellent orchestre du Théâtre d'Orléans figure; c'est une garantie de la bonne exécution instrumentale. Les chœurs sont bien exercés et fort nombreux; en effet aux membres de la "Société de Musique Sacrée" sont venus s'adjoindre nombre de dames et de messieurs qui ont mis le plus vif empressement à donner ainsi à M. Fuset un témoignage de leur sympathie. "L'Athénée Musical" a fourni sa bonne part de chanteurs et surtout de chanteuses. Enfin les solos sont confiés au talent de personnes dont il ne nous est point permis de révéler les noms, mais qui ont acquis dans nos salons et parmi les amateurs une belle réputation. Parmi ces solistes se trouve, disent les indiscrets, une dame dont le chant, sous le rapport du style, de la méthode et de la verve, ne le cède point à celui des artistes les plus consommés. Avec de pareilles ressources, il est certain que le *Stabat Mater* produira tout son effet, et que les morceaux de la composition du maëstro, qui seront entendus pour la première fois, pourront être complètement appréciés.

THEATRE ITALIEN.—Ce soir, la première représentation de l'*Elisir d'Amour*, avec Mlle. Borghèse, MM. Perozzi, Tomesi et Candi.

CHRONIQUE LOCALE.

Cour Criminelle—Hier le grand jury a trouvé lieu à suivre contre Daniel Jackson dit Rodgers—et Peter Duffi, pour vol avec effraction, John Charley pour blessures faites, et John Dooley, pour vol—Le jury n'a pas trouvé lieu à suivre contre Christopher Nelson, pour vol.

J. A. Patter, accusé de vol, a été mis en jugement et trouvé coupable.

La poursuite a été abandonnée contre W. H. Colbert pour assaut et batterie.

La Wesberry, qui avait été envoyé en prison pour attendre les ordres du gouverneur du Mississipi, sous une accusation d'avoir passé de la monnaie contrefaite à Natchez, comparaissait hier devant la Cour sur un writ de habeas corpus, basé sur ce que vingt jours se sont passés depuis son arrestation sans qu'il fût réclamé—pendant que huit jours suissent suffi, et même ce que l'ordre d'emprisonnement était illégal—mis en liberté.

Cour du Recorder Génois—Laura Somers et Eliza Ledoux, comparaissaient hier sur un affidavit de Jules par ces *demoiselles* pendant une visite d'intimité, et ont été envoyées en Cour Criminelle.

Thomas Cooper est envoyé à la maison de travail pour six mois pour avoir, étant ivre, brisé l'ameublement du bureau de police et insulté les officiers.

Cour du Recorder Baldwin—Mary Shadwick comparaissait hier sous une accusation d'avoir volé un emplacement William Caffins. L'accusé tient un café près du marché St. Marie. Caffin y ayant pris un verre de porter, qui lui fut servi par l'accusé, fut pris immédiatement après de violentes coliques. L'affaire sera examinée aussi.

William Jefferson et Daniel Dougherty, ont envoyés pour six mois à la maison de travail pour vagabondage.

La police de la seconde municipalité a arrêté une femme de couleur libre nommée Odelia, demeurant rue Poydras, ainsi que trois nègres-esclaves, accusés d'avoir volé ou recélé des marchandises de différents magasins dans les rues de Chartres et Canal. Une grande partie de ces marchandises, trouvées en la possession de ces femmes, on été identifiées. Les personnes auxquelles il a été fait des vols de cette nature feront bien d'aller examiner les marchandises qui sont exposées au bureau du chef des constables.

MORTE.—Sur la côte de la baie, opposée à la ville, un Irlandais, nommé Michael ——, tiroit d'un bateau un skiff tout chargé, le prit par le canon avec si peu de précaution que la détente partit et que toute la charge vint lui frapper la jambe au-dessous du genou. L'amputation a eu lieu, mais on craint que le blessé n'en revienne pas.

KAY-WEST. 15 mars.—Le brick *Republic*, capt Gates, se rendant de la Nouvelle-Orléans à New-York, est entré le 8 courant dans ce port, après huit jours de mer. Le lendemain de son départ de la Balise, une voie d'eau se déclara, elle alla sans cesse en augmentant, et il fallut le travail constant des pompes pour le maintenir à la mer. Il fut déchargé, examiné, et l'on trouva qu'un trou avait été pratiqué dans le coque par la friction d'une pierre qui s'était trouvée prise entre deux planches. La réparation du bâtiment se fit promptement; il a été remis à flot, a repris sa cargaison, sauf une petite quantité de sucre qui avait été endommagé, et sera bientôt prêt à partir.

MASSACHUSETTS.—Le 24 mars dernier, l'honorable John Davis a été élu par la Législature du Massachusetts Sénateur des Etats-Unis pour deux années, en remplacement de l'honorable J. C. Bates, décédé. Au Sénat, M. Davis a reçu 25 voix sur 29, et dans la Chambre 149 sur 201. Le candidat locofoco F. Robinson a réuni 49 voix.

NEW-YORK—On vient de lancer dans ce port le navire *Henry Clay*; cette opération a été une véritable solennité. La foule s'y portait avec un rare empressement. Les fenêtres et les toits des maisons qui avoisinent le port, étaient remplis par une multitude de spectateurs; des bateaux de toute espèce et de toute grandeur, jusqu'aux bateaux à vapeur, étaient remplis à craquer par ceux qui voulaient assister de plus près à la mise à l'eau de ce beau navire, doublé d'un nom si cher à la patrie. L'opération a fort bien réussi.

—Le malheureux jeune homme, Robert Bennet, qui avait été si grièvement brûlé par l'explosion d'une bombe dans le magasin de M. Devril, a depuis succombé à ses blessures. Cette horrible catastrophe, dont nous avons hier dit quelques mots, a causé dans New-York une très vive sensation.

—Le Théâtre du Park fait en ce moment de fort belles recettes avec une comédie nouvelle, intitulée *Fashion*. Cette comédie est l'œuvre d'une jeune dame de Natchitoches et de Ouachita. D'ailleurs il ne s'opposera pas à ce que la nouvelle répartition se fasse en 1848.

D'après les documents dont on peut disposer, la répartition ne sera pas trop inexacte lorsqu'on aura pris pour chiffre de la population 500,000 (comme l'ont fait les patriotes qui avaient été ruinés par la guerre avec Englais), il n'y a pas de différence un titre honorifique correspondant à celui de duc, puis les seigneurs de bourbon et de la plume de paon, et le collier de la dynastie Iturbide, et la grande croix de la Légion d'Honneur, et de ce pays-là, et, à cette occasion, il n'échappe le nom de son père Pan-Ying-Tsu, en celui de Pan-se-Chen, dont nous ne pouvons ses bien apprécier la supériorité euphonique, mais qui, disons-nous beaucoup mieux sous le rapport grammaticalique, est le nom de famille. Lagrenée reçut fort courtoisement la visite de Pan-se-Chen, qui était déjà connu de l'amiral Cécile, mais il est vrai de n'entrer avec lui dans aucune discussion politique, ce roulant en effet uniquement sur le compliment, et il avait été enterré avec Pan-se-Chen en personne. Le haut-commissaire a accepté une seconde visite, s'excuse des retards apportés à son voyage. Mais on était au mois de septembre, c'est-à-dire au milieu des sacrifices de l'automne; sacrifices auxquels le *saint docteur Confucius*, sacrifices auxquels *le patron de l'Empire*. Il paraît qu'à l'occasion de ces cérémonies il y a des jeûnes et des purifications. Cet état assez l'époque de l'anniversaire de la naissance de l'empereur et celle des exercices auxquels concourraient plus de dix mille lettrés de la province de Canton. A cause de toutes ces circonstances, qui exigeaient sa présence, Ki-Ying annonçait qu'il n'arriverait à Macao que vers la fin de *septembre*.

Il y arriva, en effet, le 28. Son premier soin fut d'envoyer sa carte à M. de Lagrenée et à l'amiral Cecille. Pan-se-Chen et un mandarin appelé Tsao se rendirent chez l'interprète, M. Callery, pour régler le jour et l'étiquette des visites que se devaient les plénipotentiaires. Le lendemain, à midi, Ki-Ying vint faire à M. Cushing, le ministre américain, il paraît qu'il s'était pré-senté avec une suite assez nombreuse et un costume plus que modeste. Le prétendu entretien fran-çais était devoir faire faire à ce personnage quelques observations. Pan-se-Chen et Tsao regardaient qu'aucun fonctionnaire chinois ne pouvait, hors de la juri-diction de sa province, revêtir les ornemens et les attributs hautaines de sa dignité, et que de plus le jour où Ki-Ying était en uniforme entrevue avec M. Cushing était un jour *néfaste* qui excluait tout déploiement d'éclat et d'apparat extérieur. Ils prorinrent, du reste, que si le jour choisi était un jour propice, le haut commissaire viendrait chez le ministre de France en grand cortége. Aussitôt les cartes de Ki-Ying furent à cette opération qu'on ne saurait guère comparer qu'au tirage des cartes ; et, en présence de M. Callery, qui conservait une gravité imperturbable, ils compulsèrent le almanach impérial, en cherchant à distinguer les jours heureux des jours néfastes, et arrivèrent à découvrir que le 1er et le 3 octobre seraient des plus propices. Le 1er octobre fut donc fixé pour le tour de la visite de Ki-Ying à M. de Lagrenée et le 3 pour celle du ministre de France au commissaire impérial.

Le lendemain, M. de Lagrenée reçut un présent fort original. Ki-Ying, fort affecté de ce que l'étiquette ne lui permettait pas de se montrer à Macao en grand costume, avait prié le ministre de France son portraitien pièrent habits de cour, pour le dédommager de ne pouvoir le voir en personne dans toute sa splendeur. Naturellement, M. de Lagrenée ne voulut pas rester en arrière, et il fit venir immédiatement de Canton l'artiste qui avait peint le portrait de Ki-Ying. En attendant le jour de l'entrevue, le ministre de France en reçoya offrir ses compliments au commissaire impérial par l'intermédiaire de deux secrétaires de la légation, M. le marquis de Forbin et M. le comte d'Harcourt. Ki-Ying les reçut avec le plus grand empressement, et se montra très-prodigue de démonstrations envers le France. Il avait avec lui son principal conseiller, Huan, Pan-se-Chen et Tsao. Tous se montrèrent des plus aimables, et firent mille éloge des Français un peu aux dépens des Anglais et des Américains. "Ceux-ci, disaient-ils, ont les cheveux rouges et des taches jaunes sur la peau : nous, nous avons les cheveux noirs et nous deux nations se ressemblent."

Quel bonheur, pourtant, que MM. de Ferrière et d'Harcourt aient eu des cheveux et des favoris noirs! Si ils avaient été blonds, et s'ils avaient eu des taches de rousseur, qui sait ce qui serait arrivé! *Chez* à cette particularité de leur extérieur, nous avons évité le désagrément d'être reg